

No. 13678

MULTILATERAL

Treaty on the prohibition of the emplacement of nuclear weapons and other weapons of mass destruction on the sea-bed and the ocean floor and in the subsoil thereof. Concluded at London, Moscow and Washington on 11 February 1971

Authentic texts: English, Russian, French, Spanish and Chinese.

Registered by the Union of Soviet Socialist Republics, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the United States of America on 28 November 1974.

MULTILATÉRAL

Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol. Conclu à Londres, Moscou et Washington le 11 février 1971

Textes authentiques : anglais, russe, français, espagnol et chinois.

Enregistré par les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques le 28 novembre 1974.

TRAITÉ¹ INTERDISANT DE PLACER DES ARMES NUCLÉAIRES ET D'AUTRES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE SUR LE FOND DES MERS ET DES OCÉANS AINSI QUE DANS LEUR SOUS-SOL

Les Etats Parties au présent Traité,

Reconnaissant que l'humanité a un intérêt commun aux progrès de l'exploration et de l'utilisation du fond des mers et des océans à des fins pacifiques,

Considérant que la prévention d'une course aux armements nucléaires sur le fond des mers et des océans sert la cause du maintien de la paix mondiale, atténuée les tensions internationales et renforce les relations amicales entre Etats,

Convaincus que le présent Traité constitue une étape qui aidera à exclure de la course aux armements le fond des mers et des océans ainsi que leur sous-sol,

Convaincus que le présent Traité constitue une étape vers un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace, et résolu à poursuivre les négociations à cette fin,

¹ Entré en vigueur le 18 mai 1972 à l'égard des Etats suivants, soit après le dépôt des instruments de ratification par 22 gouvernements y compris les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, désignés comme Gouvernements dépositaires, conformément à l'article X, paragraphe 3. Les instruments de ratification ou d'adhésion ont été déposés comme suit (étant admis que dans le cas où un Gouvernement a déposé plus d'un instrument la date du premier dépôt est retenue aux fins de l'entrée en vigueur) :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification, ou d'adhésion (a), à Londres (L), Moscou (M) ou Washington (W)</i>		
Afghanistan	22 avril	1971	(M)
	23 avril	1971	(L)
	21 mai	1971	(W)
Bulgarie	16 avril	1971	(M)
	7 mai	1971	(W)
	26 mai	1971	(L)
Canada*	17 mai	1972	(L, M, W)
Côte d'Ivoire	14 janvier	1972	a (W)
Chypre	17 novembre	1971	(L, M)
	30 décembre	1971	(W)
Danemark	15 juin	1971	(L, M, W)
Etats-Unis d'Amérique	18 mai	1972	(L, M, W)
Finlande	8 juin	1971	(L, M, W)
Hongrie	13 août	1971	(L, M, W)
Iran	26 août	1971	(L, W)
	6 septembre	1972	(M)
Irlande	19 août	1971	(L, W)
Japon	21 juin	1971	(L, M, W)
Jordanie	17 août	1971	(W)
	30 août	1971	(M)
	1 ^{er} novembre	1971	(L)
Laos	19 octobre	1971	(L)
	22 octobre	1971	(M)
	3 novembre	1971	(W)
Malte	4 mai	1971	(W)
Maroc	26 juillet	1971	(L)
	5 août	1971	(W)
	18 janvier	1972	(M)
Maurice	23 avril	1971	(W)
	3 mai	1971	(L)
	18 mai	1971	(M)
Mongolie	8 octobre	1971	(M)
	15 novembre	1971	(L)

(Suite à la page 126)

(Suite de la note 1 de la page 125)

Népal	6 juillet 1971	(L)
	29 juillet 1971	(M)
	9 août 1971	(W)
Nouvelle-Zélande	24 février 1972	(L, M, W)
Niger	9 août 1971	(W)
Norvège	28 juin 1971	(L, M)
	29 juin 1971	(W)
Pologne	15 novembre 1971	(L, M, W)
République de Chine	22 février 1972	(W)
République démocratique allemande	27 juillet 1971	(M)
République dominicaine	11 février 1972	(W)
République socialiste soviétique de Biélorussie	14 septembre 1971	(M)
République socialiste soviétique d'Ukraine	3 septembre 1971	(M)
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Avec déclaration aux termes de laquelle la ratification est applicable au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Etats associés — Antigua, Dominique, Grenade, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Lucie et Saint-Vincent — et aux territoires sous la souveraineté territoriale du Royaume-Uni, ainsi qu'à l'Etat de Brunéi et au Protectorat des Iles Salomon britanniques.)	18 mai 1972	(L, M, W)
Souaziland	9 août 1971	(W)
Suède	28 avril 1972	(L, M, W)
Tchécoslovaquie	11 janvier 1972	(L, M, W)
Togo	28 juin 1971	(W)
Tunisie	22 octobre 1971	(M)
	28 octobre 1971	(L)
	29 octobre 1971	(W)
Union des Républiques socialistes soviétiques	18 mai 1972	(L, M, W)

Par la suite, les instruments de ratification ou d'adhésion des Etats ci-après ont été déposés auprès des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou de l'Union des Républiques socialistes soviétiques aux dates indiquées et le Traité est entré en vigueur à l'égard de ces Etats à la date du dépôt de leur instrument (étant admis que dans le cas où un gouvernement a déposé plus d'un instrument la date du premier dépôt est retenue aux fins de l'entrée en vigueur), conformément à l'article X, paragraphe 4 :

	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a), à Londres (L), Moscou (M) ou Washington (W)</i>	
<i>Etat</i>		
Afrique du Sud	14 novembre 1973	(W)
	26 novembre 1973	(L)
Arabie saoudite	23 juin 1972	(W)
Australie	23 janvier 1973	(L, M, W)
Autriche	10 août 1972	(L, M, W)
Belgique	20 novembre 1972	(L, M, W)
Botswana	10 novembre 1972	(W)
Ghana	9 août 1972	(W)
Inde*	20 juillet 1973	a (L, M, W)
Irak*	13 septembre 1972	(M)
Islande	30 mai 1972	(L, M, W)
Italie*	3 septembre 1974	(M, W)
Lesotho	3 avril 1973	(W)
Malaisie	21 juin 1972	(L, M, W)
Nicaragua	7 février 1973	(W)
Panama	20 mars 1974	(W)
Roumanie*	10 juillet 1972	(L, M, W)
Turquie	19 octobre 1972	(W)
	25 octobre 1972	(L)
	30 octobre 1972	(M)
Yougoslavie*	25 octobre 1973	(L, M, W)
Zambie	9 octobre 1972	a (L)
	1 ^{er} novembre 1972	a (W)
	2 novembre 1972	a (M)

* Voir p. 189 du présent volume pour le texte des déclarations faites lors de la ratification ou de l'adhésion.

Convaincus que le présent Traité servira les buts et principes de la Charte des Nations Unies d'une manière compatible avec les principes du droit international et sans porter atteinte aux libertés de la haute mer,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. 1. Les Etats Parties au présent Traité s'engagent à n'installer ou placer sur le fond des mers et des océans ou dans leur sous-sol, au-delà de la limite extérieure de la zone du fond des mers qui est définie à l'article II, aucune arme nucléaire ou autre type d'arme de destruction massive, non plus qu'aucune construction, installation de lancement ou autre installation expressément conçue pour le stockage, les essais ou l'utilisation de telles armes.

2. Les engagements énoncés au paragraphe 1 du présent article s'appliquent aussi à la zone du fond des mers mentionnée dans ledit paragraphe, si ce n'est qu'à l'intérieur de ladite zone du fond des mers ils ne s'appliquent ni à l'Etat riverain, ni au fond des mers situé au-dessous de ses eaux territoriales.

3. Les Etats Parties au présent Traité s'engagent à n'aider, encourager ou inciter aucun Etat à se livrer aux activités mentionnées au paragraphe 1 du présent article et à ne participer d'aucune autre manière à de tels actes.

Article II. Aux fins du présent Traité, la limite extérieure de la zone du fond des mers visée à l'article premier coïncidera avec la limite extérieure de la zone de douze milles mentionnée dans la deuxième partie de la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë, signée à Genève le 29 avril 1958¹, et elle sera mesurée conformément aux dispositions de la première partie, section II, de ladite Convention et conformément au droit international.

Article III. 1. Afin de promouvoir les objectifs du présent Traité et d'assurer le respect de ses dispositions, tout Etat Partie audit Traité a le droit de vérifier, en les observant, les activités des autres Etats Parties au Traité sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol au-delà de la zone visée à l'article premier, à condition que cette observation ne gêne pas lesdites activités.

2. Si, à la suite de cette observation, il subsiste des doutes raisonnables quant à l'exécution des obligations assumées en vertu du Traité, l'Etat Partie qui éprouve ces doutes et l'Etat Partie qui est responsable des activités suscitant ces doutes se consulteront afin d'éliminer les doutes. Si l'Etat Partie persiste à éprouver des doutes, il en informera les autres Etats Parties, et les Parties concernées collaboreront aux fins de toutes autres procédures de vérification dont elles pourront convenir, y compris l'inspection appropriée des objets, constructions, installations ou autres aménagements dont on pourrait raisonnablement supposer qu'ils présentent le caractère décrit à l'article premier. Les Parties situées dans la région de ces activités, y compris tout autre Etat riverain, ou toute autre Partie qui en fera la demande, seront en droit de participer à cette consultation et à cette coopération. Après que les autres procédures de vérification auront été achevées, la Partie qui a entamé ces procédures enverra aux autres Parties un rapport approprié.

3. Si l'Etat responsable des activités donnant lieu à des doutes raisonnables ne peut être identifié par l'observation de l'objet, de la construction, de l'installation ou d'un autre aménagement, l'Etat Partie qui éprouve ces doutes en avisera les Etats Parties se trouvant dans la région desdites activités et tout autre Etat Partie et procédera auprès d'eux à des enquêtes appropriées. S'il est établi par ces enquêtes qu'un Etat Partie déterminé est responsable desdites activités, cet Etat Partie devra entrer en consultation et collaborer avec les autres Parties comme il est prévu au paragraphe 2 du présent article.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 516, p. 205.

Si l'identité de l'Etat responsable desdites activités ne peut être déterminée par ces enquêtes, d'autres procédures de vérification, y compris l'inspection, pourront être entreprises par l'Etat Partie enquêteur, qui sollicitera la participation des Parties de la région des activités, y compris de tout Etat riverain, ou de toute autre Partie qui souhaitera collaborer.

4. Si la consultation et la collaboration prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article ne permettent pas d'éliminer les doutes à l'égard des activités et que l'exécution des obligations assumées en vertu du présent Traité soit sérieusement mise en question, un Etat Partie peut, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, saisir le Conseil de sécurité, qui peut prendre des mesures conformément à la Charte.

5. Tout Etat Partie peut procéder à la vérification prévue au présent article, soit par ses propres moyens, soit avec l'assistance entière ou partielle de tout autre Etat Partie, soit par des procédures internationales appropriées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément à la Charte.

6. Les activités de vérification, prévues par le présent Traité, devront être exercées sans aucune gêne pour les activités des autres Etats Parties et compte dûment tenu des droits reconnus conformément au droit international, y compris les libertés de la haute mer et les droits des Etats riverains à l'égard de l'exploration et de l'exploitation de leur plateau continental.

Article IV. Aucune disposition du présent Traité ne sera interprétée comme constituant un appui ou comme portant atteinte à la position d'un Etat Partie touchant les conventions internationales en vigueur, y compris la Convention de 1958 sur la mer territoriale et la zone contiguë, ou touchant les droits ou prétentions que ledit Etat Partie pourrait faire valoir, ou la reconnaissance ou non-reconnaissance des droits ou prétentions de tout autre Etat, quant aux eaux situées au large de ses côtes, y compris entre autres les mers territoriales et les zones contiguës, ou quant au fond des mers et des océans, y compris les plateaux continentaux.

Article V. Les Parties au Traité s'engagent à poursuivre des négociations de bonne foi sur de nouvelles mesures en matière de désarmement afin de prévenir une course aux armements sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol.

Article VI. Tout Etat Partie peut proposer des amendements au présent Traité. Ces amendements entreront en vigueur, à l'égard de tout Etat Partie qui les aura acceptés, dès leur acceptation par la majorité des Etats Parties au Traité, et, par la suite, à l'égard de chacun des autres Etats Parties, à la date à laquelle cet Etat les aura acceptés.

Article VII. Cinq ans après l'entrée en vigueur du présent Traité, une conférence des Parties au Traité se réunira à Genève (Suisse) afin d'examiner le fonctionnement du Traité en vue de s'assurer que les objectifs énoncés au préambule et les dispositions du Traité sont dûment observés. Lors de cette révision, il sera tenu compte de tous progrès technologiques pertinents. La conférence de révision déterminera, en conformité des vues de la majorité des Parties présentes à la conférence, si et quand il y aura lieu de tenir une autre conférence de révision.

Article VIII. Tout Etat Partie au présent Traité, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, a le droit de se retirer du Traité s'il juge que des événements extraordinaires en rapport avec l'objet du Traité ont compromis les intérêts supérieurs de son pays. Il doit notifier ce retrait à tous les autres Etats Parties au Traité ainsi qu'au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies avec un préavis de trois mois. Ladite notification doit contenir un exposé des événements extraordinaires que l'Etat en question considère comme ayant compromis ses intérêts supérieurs.

Article IX. Les dispositions du présent Traité n'affectent d'aucune manière les obligations assumées par les Etats Parties au Traité en vertu d'instruments internationaux créant des zones exemptes d'armes nucléaires.

Article X. 1. Le présent Traité est ouvert à la signature de tous les Etats. Tout Etat qui n'aura pas signé le Traité avant qu'il entre en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. Le présent Traité sera soumis à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification et les instruments d'adhésion seront déposés auprès des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, désignés par les présentes comme gouvernements dépositaires.

3. Le présent Traité entrera en vigueur après le dépôt des instruments de ratification par vingt-deux gouvernements, y compris les gouvernements désignés comme dépositaires du présent Traité.

4. A l'égard des Etats dont les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés après son entrée en vigueur, le présent Traité entrera en vigueur à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

5. Les gouvernements dépositaires informeront rapidement les gouvernements de tous les Etats qui auront signé le présent Traité, ou y auront adhéré, de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur du Traité ainsi que de la réception de tous autres avis.

6. Le présent Traité sera enregistré par les gouvernements dépositaires conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article XI. Le présent Traité, dont les textes anglais, russe, français, espagnol et chinois font également foi, sera déposé dans les archives des gouvernements dépositaires. Des copies certifiées conformes du présent Traité seront adressées par les gouvernements dépositaires aux gouvernements des Etats qui auront signé le Traité ou qui y auront adhéré.

List of signatures affixed on the original of the Treaty deposited with the Government of the Union of Soviet Socialist Republics

Liste des signatures apposées sur l'original du Traité déposé auprès du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

За Союз Советских Социалистических Республик
For the Union of Soviet Socialist Republics
Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques
Por la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas

蘇維埃社會主義共和國聯盟：

A. GROMYKO

За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Por el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte

大不列顛及北愛爾蘭聯合國：

DUNCAN WILSON

За Соединенные Штаты Америки
For the United States of America
Pour les Etats-Unis d'Amérique
Por los Estados Unidos de América

美利堅合眾國：

[JACOB D. BEAM]¹

¹ Names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics — Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

За Польскую Народную Республику
For the Polish People's Republic
Pour la République populaire de Pologne
Por la República Popular Polaca

[STEFAN JENDRYCHOWSKI]

За Финляндскую Республику
For the Republic of Finland
Pour la République de Finlande
Por la República de Finlandia

[BJORN-ULOF ALHOLM]

За Чехословацкую Социалистическую Республику
For the Czechoslovak Socialist Republic
Pour la République socialiste tchécoslovaque
Por la República Socialista Checoslovaca

[JAN MARKO]

За Канаду
For Canada
Pour le Canada
Por el Canadá

[ROBERT A. D. FORD]

За Германскую Демократическую Республику
For the German Democratic Republic
Pour la République démocratique allemande
Por la República Democrática Alemana

[OTTO WINZER]

За Иорданское Хашимитское Королевство
For the Hashemite Kingdom of Jordan
Pour le Royaume hachémite de Jordanie
Por el Reino Hachemita de Jordania

[HASSAN IBRAHIM]

За Народную Республику Болгарию
For the People's Republic of Bulgaria
Pour la République populaire de Bulgarie
Por la República Popular de Bulgaria

[I. BASHEV]

За Венгерскую Народную Республику
For the Hungarian People's Republic
Pour la République populaire hongroise
Por la República Popular Húngara

[JANOS PÉTER]

За Ливанскую Республику
For the Lebanese Republic
Pour la République libanaise
Por la República Libanesa

[NAIM AMIOUNI]

За Социалистическую Республику Румынию
For the Socialist Republic of Romania
Pour la République socialiste de Roumanie
Por la República Socialista de Rumania

[CORNELIU MANESCU]

За Монгольскую Народную Республику
For the Mongolian People's Republic
Pour la République populaire mongole
Por la República Popular Mongola

[D. ERDEMBILEG]

За Гвинейскую Республику
For the Republic of Guinea
Pour la République de Guinée
Por la República de Guinea

[YORO DIARRA]

За Республику Исландию
For the Republic of Iceland
Pour la République d'Islande
Por la República de Islandia

[ODDUR GUDJÓNSSON]

За Республику Боливию
For the Republic of Bolivia
Pour la République de Bolivie
Por la República de Bolivia

[JULIO GARRET-AILLON]

За Новую Зеландию
For New Zealand
Pour la Nouvelle-Zélande
Por Nueva Zelandia

DUNCAN WILSON

За Бирманский Союз
For the Union of Burma
Pour l'Union birmane
Por la Unión Birmana

[THAKIN KYAW TUN]

За Иракскую Республику
For the Republic of Iraq
Pour la République d'Irak
Por la República de Irak

[SHADHEL TAQA]
22 февраля 1971 г.¹

За Республику Кипр
For the Republic of Cyprus
Pour la République de Chypre
Por la República de Chipre

[D. HADJIMILTIS]
11 февраля 1971 г.²

За Эфиопию
For Ethiopia
Pour l'Éthiopie
Por Etiopía

[ATO BELETE GEBRE-TSADIK]

¹ 22 February 1971 — 22 février 1971.

² 11 February 1971 — 11 février 1971.

За Великое Герцогство Люксембург
For the Grand Duchy of Luxembourg
Pour le Grand-Duché de Luxembourg
Por el Gran Ducado de Luxemburgo

[PIERRE WURTH]

За Иран
For Iran
Pour l'Iran
Por el Irán

[AHMAD MIRFENDERESKI]

За Королевство Марокко
For the Kingdom of Morocco
Pour le Royaume du Maroc
Por el Reino de Marruecos

[ABDELLAH CHORFI]

За Австрийскую Республику
For the Republic of Austria
Pour la République d'Autriche
Por la República de Austria

[HEINDRICH HAYMERLE]

За Королевство Швецию
For the Kingdom of Sweden
Pour le Royaume de Suède
Por el Reino de Suecia

[LENNART WESTERBERG]

За Королевство Норвегию
For the Kingdom of Norway
Pour le Royaume de Norvège
Por el Reino de Noruega

[F. H. JACOBSEN]

За Королевство Данию
For the Kingdom of Denmark
Pour le Royaume du Danemark
Por el Reino de Dinamarca

[ANKER SVART]

За Республику Гана
For the Republic of Ghana
Pour la République du Ghana
Por la República de Ghana

[OWUSU ANSAH JOSEPH]

За Королевство Нидерландов
For the Kingdom of the Netherlands
Pour le Royaume des Pays-Bas
Por el Reino de los Países Bajos

[A. R. TAMMENOMS BAKKER]

За Королевство Непал
For the Kingdom of Nepal
Pour le Royaume du Népal
Por el Reino de Nepal

[BAL CHANDRA SHARMA]

За Королевство Бельгию
For the Kingdom of Belgium
Pour le Royaume de Belgique
Por el Reino de Bélgica

[J. DESCHAMPS]

За Японию
For Japan
Pour le Japon
Por el Japón

[TORU MAHAGAWA]

За Королевство Лаос
For the Kingdom of Laos
Pour le Royaume du Laos
Por el Reino de Laos

[KÉSONE BILAVARN]
15 февраля 1971 г.¹

За Тунисскую Республику
For the Republic of Tunisia
Pour la République tunisienne
Por la República de Túnez

[M'HAMED ESSAAFI]
11 февраля 1971 г.²

¹ 15 February 1971 — 15 février 1971.

² 11 February 1971 — 11 février 1971.

За Королевство Афганистан
For the Kingdom of Afghanistan
Pour le Royaume d'Afghanistan
Por el Reino del Afganistán

[MUHAMMED AREF]

За Республику Бурунди
For the Republic of Burundi
Pour la République du Burundi
Por la República de Burundi

[F. KISUKURUME]

За Австралийский Союз
For the Commonwealth of Australia
Pour le Commonwealth d'Australie
Por el Commonwealth de Australia

[F. JOSEPH BLAKENEY]

За Швейцарскую Конфедерацию
For the Swiss Confederation
Pour la Confédération suisse
Por la Confederación Suiza

[JEAN DE STOUTZ]

За Итальянскую Республику
For the Italian Republic
Pour la République italienne
Por la República Italiana

[FEDERICO SENSI]

За Кралевство Грeции
For the Kingdom of Greece
Pour le Royaume de Grèce
Por el Reino de Grecia

[ANGE VLACHOS]

За Демократическую Республику Судан
For the Democratic Republic of the Sudan
Pour la République démocratique du Soudan
Por la República Democrática del Sudán

[ABDULLAH EL-HASSAN]
12 февраля 1971 г.¹

За Сьерра Леоне
For Sierra Leone
Pour la Sierra Leone
Por Sierra Leona

[D. A. WILLIAMS]
12 февраля 1971 г.¹

За Республику Мали
For the Republic of Mali
Pour la République du Mali
Por la República de Malí

[TIDIANI GUISSÉ]
15 февраля 1971 г.²

¹ 12 February 1971 — 12 février 1971.

² 15 February 1971 — 15 février 1971.

За Народную Демократическую Республику Йемен
For the People's Democratic Republic of Yemen
Pour la République populaire démocratique du Yémen
Por la República Popular Democrática del Yemen

[AHMED AL-SHA'ER]
23 февраля 1971 г.¹

За Йеменскую Арабскую Республику
For the Yemen Arab Republic
Pour la République arabe du Yémen
Por la República Árabe del Yemen

[MOSTEFA AHMED JACOUB]
23 февраля 1971 г.¹

За Турецкую Республику
For the Republic of Turkey
Pour la République turque
Por la República de Turquía

[FUAT BAYRAMOĞLU]
25 февраля 1971 г.²

За Социалистическую Федеративную Республику Югославию
For the Socialist Federal Republic of Yugoslavia
Pour la République fédérative socialiste de Yougoslavie
Por la República Federativa Socialista de Yugoslavia

[VELJKO MIĆUNOVIĆ]
2 марта 1971 г.³

¹ 23 February 1971 — 23 février 1971.

² 25 February 1971 — 25 février 1971.

³ 2 March 1971 — 2 mars 1971.

За Украинскую Советскую Социалистическую Республику
For the Ukrainian Soviet Socialist Republic
Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine
Por la República Socialista Soviética de Ucrania

[G. SHEVEL]
3 марта 1971 г.¹

За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику
For the Byelorussian Soviet Socialist Republic
Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie
Por la República Socialista Soviética de Bielorrusia

[A. GURINOVICH]
3 марта 1971 г.¹

За Республику Сингапур
For the Republic of Singapore
Pour la République de Singapour
Por la República de Singapur

[S. CHANDRA DAS]
5 мая 1971 г.²

За Малайзию
For Malaysia
Pour la Malaisie
Por Malasia

[TENGKU NGAH MOHAMED BIN TENGKU SRI ANKAR]
20 мая 1971 г.³

¹ 3 March 1971 — 3 mars 1971.

² 5 May 1971 — 5 mai 1971.

³ 20 May 1971 — 20 mai 1971.

За Республику Гамбию
For the Republic of the Gambia
Pour la République de la Gambie
Por la República de la Gambia

[ANDREW DAVID CAMARA]
21 мая 1971 г.¹

За Федеративную Республику Германии
For the Federal Republic of Germany
Pour la République fédérale d'Allemagne
Por la República Federal de Alemania

[HELMUT ALLARDT]
8 июня 1971 г.²

За Федеративную Республику Бразилии
For the Federal Republic of Brazil
Pour la République fédérative du Brésil
Por la República Federativa del Brasil

[ILMAR PENNA MARINHO]
3 сентября 1971 г.³

За Аргентинскую Республику
For the Argentine Republic
Pour la République argentine

[JOSÉ MANUEL ASTIGUETTA]
3 сентября 1971 г.³

¹ 21 May 1971 — 21 mai 1971.

² 8 June 1971 — 8 juin 1971.

³ 3 September 1971 — 3 septembre 1971.

За Ямайку
For Jamaica
Pour la Jamaïque

[JOHN KILLICK]
14 октября 1971 г.¹

За Федеративную Республику Камерун
For the Federal Republic of Cameroon
Pour la République fédérale du Cameroun
Por la República Federal del Camerún

[OWONO JOSEPH]
11 ноября 1971 г.²

¹ 14 October 1971 — 14 octobre 1971.

² 11 November 1971 — 11 novembre 1971.

List of signatures affixed on the original of the Treaty deposited with the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Liste des signatures apposées sur l'original du Traité déposé auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:

За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

FOR EL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE:

大不列顛及北愛爾蘭聯合王國:

ALEC DOUGLAS-HOME

FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:

За Союз Советских Социалистических Республик:

POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:

FOR LA UNIÓN DE REPÚBLICAS SOCIALISTAS SOVIÉTICAS:

蘇維埃社會主義共和國聯邦:

М. СМІРНОВСКИЙ¹

FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:

За Соединенные Штаты Америки:

POUR LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

FOR LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA:

美利堅合眾國:

W. H. ANNENBERG

FOR AFGHANISTAN:

За Афганистан:

POUR L'AFGHANISTAN:

FOR EL AFGANISTÁN:

阿富汗:

A. A. SULAIMAN

¹ M. Smirnovsky.

FOR ARGENTINA:

За Аргентину:

POUR L'ARGENTINE:

FOR LA ARGENTINA:

阿根廷:

GUSTAVO MARTÍNEZ ZUVIRÍA
3rd September 1971

FOR AUSTRALIA:

За Австралию:

POUR L'AUSTRALIE:

FOR AUSTRALIA:

澳大利亞:

ALEXANDER DOWNER

FOR AUSTRIA:

За Австрию:

POUR L'AUTRICHE:

FOR AUSTRIA:

奧地利:

WILFRIED PLATZER

FOR BELGIUM:

За Бельгию:

POUR LA BELGIQUE:

FOR BÉLGICA:

比利時:

SYLVAIN FREY

FOR BOLIVIA:

За Боливию:

POUR LA BOLIVIE:

FOR BOLIVIA:

玻利維亞:

Gral. LECHIN S.

FOR BRAZIL:
За Бразилию:
POUR LE BRÉSIL:
POR EL BRASIL:
巴西:

SERGIO CORRÊA DA COSTA
3rd September 1971

FOR BULGARIA:
За България:
POUR LA BULGARIE:
POR BULGARIA:
保加利亞:

М. ГРИГОРОВ¹

FOR BURMA:
За Бирму:
POUR LA BIRMANIE:
POR BIRMANIA:
緬甸:

[BA SAW]²

FOR CANADA:
За Канаду:
POUR LE CANADA:
POR EL CANADÁ:
加拿大:

CHARLES S. A. RITCHIE

¹ M. Grigorov.

² Names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the Government of the United Kingdom — Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par le Gouvernement du Royaume-Uni.

FOR CYPRUS:
За Кипр:
POUR CHYPRE:
POR CHIPRE:
賽普勒斯:

C. A. ASHIOTIS

FOR CZECHOSLOVAKIA:
За Чехословакию:
POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE:
POR CHECOSLOVAQUIA:
捷克斯拉夫:

Dr. MILOSLAV RŮŽEK

FOR DENMARK:
За Данию:
POUR LE DANEMARK:
POR DINAMARCA:
丹麥:

E. KRISTIANSEN

FOR ETHIOPIA:
За Эфиопию:
POUR L'ETHIOPIE:
POR ETIOPÍA:
衣索比亞:

[IYASSU MENGESHA]

FOR FINLAND:
За Финляндию:
POUR LA FINLANDE:
POR FINLANDIA:
芬蘭:

OTSO WARTIOVAARA

FOR THE GAMBIA:

За Гамбию:

POUR LA GAMBIE:

FOR GAMBIA:

岡比亞:

A. D. CAMARA

18th May 1971

FOR THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:

За Федеративную Республику Германии:

POUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE:

FOR LA REPÚBLICA FEDERAL DE ALEMANIA:

德意志聯邦共和國:

KARL GÜNTHER VON HASE

8th June 1971

FOR GHANA:

За Гану:

POUR LE GHANA:

FOR GHANA:

迦納:

A. SYKES

FOR HUNGARY:

За Венгрию:

POUR LA HONGRIE:

FOR HUNGRÍA:

匈牙利:

HÁZI VENCEL

FOR ICELAND:

За Исландию:

POUR L'ISLANDE:

FOR ISLANDIA:

冰島:

GUDM. I. GUDMUNDSSON

FOR IRAN:
За Иран:
POUR L'IRAN:
POR EL IRÁN:
伊朗:

AMIR AFSHAR

FOR IRELAND:
За Ирландию:
POUR L'IRLANDE:
POR IRLANDA:
愛爾蘭:

DONAL O'SULLIVAN

FOR ITALY:
За Италию:
POUR L'ITALIE:
POR ITALIA:
義大利:

MANZINI

FOR JAMAICA:
За Ямайку:
POUR LA JAMAÏQUE:
POR JAMAICA:
牙買加:

H. LINDO
11th Oct. 1971

FOR JAPAN:
За Японию:
POUR LE JAPON:
POR EL JAPÓN:
日本:

M. YUKAWA

FOR JORDAN:
За Иорданию:
POUR LA JORDANIE:
POR JORDANIA:
約旦:

ZAID AL-RIFA'I

FOR THE REPUBLIC OF KOREA:
За Корейскую Республику:
POUR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:
POR LA REPÚBLICA DE COREA:
大韓民國:

EI WHAN PAI

FOR LAOS:
За Лаос:
POUR LE LAOS:
POR LAOS:
寮國:

T. KHAMMAO

FOR LEBANON:
За Ливан:
POUR LE LIBAN:
POR EL LÍBANO:
黎巴嫩:

N. DIMECHKIÉ

FOR LUXEMBOURG:
За Люксембург:
POUR LE LUXEMBOURG:
POR LUXEMBURGO:
盧森堡:

A. J. CLASEN

FOR MALAYSIA:
За Малайскую Федерацию:
POUR LA MALAISIE:
FOR MALASIA:
馬來西亞:

J. D. DE SILVA
20 May 1971

FOR MALTA:
За Мальту:
POUR MALTE:
FOR MALTA:
馬耳他:

A. A. PULLICINO

FOR MONGOLIA:
За Монголию:
POUR LA MONGOLIE:
FOR MONGOLIA:
蒙古:

C. ДАМБАДАРЖААД¹

FOR MOROCCO:
За Марокко:
POUR LE MAROC:
FOR MARRUECOS:
摩洛哥:

[MOHAMMED LAGHZAOU]
18th of February 1971

¹ S. Dambadarzhaad.

FOR NEPAL:

За Непал:

POUR LE NÉPAL:

FOR NEPAL:

尼泊爾:

U. B. BASNYAT

24/2/1971

FOR THE NETHERLANDS:

За Нидерланды:

POUR LES PAYS-BAS:

FOR LOS PAÍSES BAJOS:

荷蘭:

J. L. R. HUYDECOPER

FOR NEW ZEALAND:

За Новую Зеландию:

POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE:

FOR NUEVA ZELANDIA:

紐西蘭:

E. D. BLUNDELL

FOR NORWAY:

За Норвегию:

POUR LA NORVÈGE:

FOR NORUEGA:

挪威:

PAUL KOHT

FOR POLAND:

За Польшу:

POUR LA POLOGNE:

FOR POLONIA:

波蘭:

MARIAN DOBROSIELSKI

FOR ROMANIA:
За Румынию:
POUR LA ROUMANIE:
POR RUMANIA:
羅馬尼亞:

V. PUNGAN

FOR SIERRA LEONE:
За Сьерра-Леоне:
POUR LE SIERRA LEONE:
POR SIERRA LEONA:
獅子山:

H. M. LYNCH-SHYLLON

FOR SINGAPORE:
За Сингапур:
POUR SINGAPOUR:
POR SINGAPUR:
新加坡:

A. P. RAJAH
5th May 1971

FOR THE SUDAN:
За Судан:
POUR LE SOUDAN:
POR EL SUDÁN:
蘇丹:

ABDIN ISMAIL

FOR SWEDEN:
За Швецию:
POUR LA SUÈDE:
POR SUECIA:
瑞典:

LEIF BELFRAGE

FOR SWITZERLAND:
За Швейцарию:
POUR LA SUISSE:
FOR SUIZA:
瑞士:

J. ISELIN

FOR TUNISIA:
За Тунис:
POUR LA TUNISIE:
FOR TÚNEZ:
突尼西亚:

I. KHELIL

FOR TURKEY:
За Турцию:
POUR LA TURQUIE:
FOR TURQUÍA:
土耳其:

ZEKI KUNERALP
25.2.1971

FOR YUGOSLAVIA:
За Югославию:
POUR LA YOUGOSLAVIE:
FOR YUGOSLAVIA:
南斯拉夫:

DOBRIVOJE VIDIĆ
2-III-1971

List of signatures affixed on the original of the Treaty deposited with the Government of the United States of America *Liste des signatures apposées sur l'original du Traité déposé auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique*

FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:
 ЗА СОЕДИНЕННЫЕ ШТАТЫ АМЕРИКИ:
 POUR LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE:
 POR LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA:

美利堅合衆國：

WILLIAM P. ROGERS
 [JAMES F. LEONARD]¹

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:
 ЗА СОЕДИНЕННОЕ КОРОЛЕВСТВО ВЕЛИКОБРИТАНИИ И СЕВЕРНОЙ ИРЛАНДИИ:
 POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:
 POR EL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE:

大不列顛及北愛爾蘭聯合國：

CROMER

FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:
 ЗА СОЮЗ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК:
 POUR L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES:
 POR LA UNIÓN DE REPÚBLICAS SOCIALISTAS SOVIÉTICAS:

蘇維埃社会主义共和国聯盟：

[A. DOBRYNIN]

FOR FINLAND:
 ЗА ФИНЛЯНДИЮ:
 POUR LA FINLANDE:
 POR FINLANDIA:

芬 蘭：

[OLAVI MUNKKI]

¹ Names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the Government of the United States of America — Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

FOR JORDAN:
ЗА ИОРДАНИЈА:
POUR LA JORDANIE:
POR JORDANIA:

約旦:

[A. SHARAF]

FOR SWEDEN:
ЗА ШВЕДИЈА:
POUR LA SUEDE:
POR SUECIA:

瑞典:

[HUBERT DE BESCHE]

FOR CYPRUS:
ЗА КИПР:
POUR CHYPRE:
POR CHIPRE:

塞普勒斯:

[ZENON ROSSIDES]

FOR BULGARIA:
ЗА БОЛГАРИЈА:
POUR LA BULGARIE:
POR BULGARIA:

保加利亚:

[D. L. GUERASSIMOV]

FOR BURMA:
ЗА БИРМА:
POUR LA BIRMANIE:
POR BIRMANIA:

緬甸:

[SAN MAUNG]

FOR HUNGARY:
ЗА ВЕНГРИЮ:
POUR LA HONGRIE:
POR HUNGRÍA:

匈牙利:

[NAGY JÁNOS]

FOR ICELAND:
ЗА ИСЛАНДИЮ:
POUR L'ISLANDE:
POR ISLANDIA:

冰島:

[HÖRDUR HELGASON]

FOR CANADA:
ЗА КАНАДУ:
POUR LE CANADA:
POR EL CANADA:

加拿大:

MARCEL CADIEUX

FOR ETHIOPIA:
ЗА ЭФИОПИЮ:
POUR L'ETHIOPIE:
POR ETIOPIA:

衣索比亞:

[MINASSE HAILE]

FOR THE REPUBLIC OF KOREA:
ЗА КОРЕЙСКУЮ РЕПУБЛИКУ:
POUR LA REPUBLIQUE DE COREE:
POR LA REPÚBLICA DE COREA:

韓國:

[DONG JO KIM]

FOR LAOS:
 ЗА ЛАОС:
 POUR LE LAOS:
 POR LAOS:

寮 国:

[LANE PATHAMMAVONG]

FOR GUATEMALA:
 ЗА ГВАТЕМАЛУ:
 POUR LE GUATEMALA:
 POR GUATEMALA:

瓜 地 馬 拉:

[J. ASENSIO WUNDERLICH]

FOR DENMARK:
 ЗА ДАНИЮ:
 POUR LE DANEMARK:
 POR DINAMARCA:

丹 麥:

[TORBEN RØNNE]

FOR HONDURAS:
 ЗА ГОНДУРАС:
 POUR LE HONDURAS:
 POR HONDURAS:

宏 都 拉 斯:

[ROBERTO GÁLVEZ]

FOR THE REPUBLIC OF CHINA:
 ЗА КИТАЙСКУЮ РЕСПУБЛИКУ:
 POUR LA REPUBLIQUE DE CHINE:
 POR LA REPUBLICA DE CHINA:

中 華 民 國:

[CHOW SHUKAI]

FOR IRELAND:
ЗА ИРЛАНДИЮ:
POUR L'IRLANDE:
POR IRLANDA:

愛爾蘭：

[W. WARNOCK]

FOR THE NIGER:
ЗА НИГЕР:
POUR LE NIGER:
POR EL NIGER:

尼日：

[A. JOSEPH]

FOR COSTA RICA:
ЗА КОСТА-РИКУ:
POUR LE COSTA RICA:
POR COSTA RICA:

哥斯大黎加：

[R. A. ZÚÑIGA]

FOR LIBERIA:
ЗА ЛИБЕРИЮ:
POUR LE LIBERIA:
POR LIBERIA:

賴比瑞亞：

[S. EDWARD PEAL]

FOR NEW ZEALAND:
ЗА НОВУЮ ЗЕЛАНДИЮ:
POUR LA NOUVELLE-ZELANDE:
POR NUEVA ZELANDIA:

紐西蘭：

[R. L. JERMYN]

FOR NEPAL:
 ЗА НЕПАЛ:
 POUR LE NEPAL:
 POR NEPAL:

尼泊爾：

[KUL SHEKHAR SHARMA]

FOR THE KHMER REPUBLIC:
 ЗА РЕСПУБЛИКУ ХМЕР:
 POUR LA REPUBLIQUE KHMERE:
 POR LA REPÚBLICA KHMER:

柬埔寨共和國：

[SONN]

FOR LUXEMBOURG:
 ЗА ЛЮКСЕМБУРГ:
 POUR LE LUXEMBOURG:
 POR LUXEMBURGO:

盧森堡：

[JEAN WAGNER]

FOR MALI:
 ЗА МАЛИ:
 POUR LE MALI:
 POR MALI:

馬利：

[S. TRAORÉ]

FOR CZECHOSLOVAKIA:
 ЗА ЧЕХОСЛОВАКИЮ:
 POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE:
 POR CHECOSLOVAQUIA:

捷克斯拉夫：

[D. ROHAL-ILKIV]

FOR TANZANIA:
 ЗА ТАНЗАНИЮ:
 POUR LA TANZANIE:
 POR TANZANIA:

坦尚尼亞:

[SHILAM]

FOR POLAND:
 ЗА ПОЛЬШУ:
 POUR LA POLOGNE:
 POR POLONIA:

波蘭:

[JERZY MICHALOWSKI]

FOR JAPAN:
 ЗА ЯПОНИЮ:
 POUR LE JAPON:
 POR EL JAPÓN:

日本:

[NOBUHIKO USHIBA]

FOR AFGHANISTAN:
 ЗА АФГАНИСТАН:
 POUR L'AFGHANISTAN:
 POR EL AFGANISTÁN:

阿富汗:

[A. MALIKYAR]

FOR MOROCCO:
 ЗА МАРОККО:
 POUR LE MAROC:
 POR MARRUECOS:

摩洛哥:

[ABDESLAM TADLAOUI]

FOR NICARAGUA:
 ЗА НИКАРАГУА:
 POUR LE NICARAGUA:
 POR NICARAGUA:

尼加拉瓜：

[GUILLERMO SEVILLA-SACASA]

FOR MALTA:
 ЗА МАЛТУ:
 POUR MALTE:
 POR MALTA:

馬爾他：

[ARVID PARDO]

FOR LEBANON:
 ЗА ЛИБАН:
 POUR LE LIBAN:
 POR EL LIBANO:

黎巴嫩：

[N. KABBANI]

FOR THE REPUBLIC OF VIET-NAM:
 ЗА РЕСПУБЛИКУ ВЬЕТНАМ:
 POUR LA REPUBLIQUE DU VIET-NAM:
 POR LA REPUBLICA DE VIET-NAM:

越南民國：

[BUI-DIEM]

FOR IRAN:
 ЗА ИРАН:
 POUR L'IRAN:
 POR EL IRAN:

伊朗：

[Dr. A. ASLAN AFSHAR]

FOR AUSTRIA:
ЗА АВСТРИЈА:
POUR L'AUTRICHE:
POR AUSTRIA:

奧地利:

[GRUBER]

FOR GHANA:
ЗА ГАНУ:
POUR LE GHANA:
POR GHANA:

迦納:

[E. MOSES DEBRAH]

FOR TUNISIA:
ЗА ТУНИС:
POUR LA TUNISIE:
POR TÚNEZ:

突尼西亞:

[S. EL GOULLI]

FOR NORWAY:
ЗА НОРВЕИЈА:
POUR LA NORVEGE:
POR NORUEGA:

挪威:

[ARNE GUNNENG]

FOR AUSTRALIA:
ЗА АВСТРАЛИЈА:
POUR L'AUSTRALIE:
POR AUSTRALIA:

澳大利亞:

[JOHN RYAN]

FOR THE NETHERLANDS:
ЗА НИДЕРЛАНДЫ:
POUR LES PAYS-BAS:
POR LOS PAÍSES BAJOS:

荷 蘭 :

[R. B. VAN LYNDEN]

FOR ROMANIA:
ЗА РУМЫНИЮ:
POUR LA ROUMANIE:
POR RUMANIA:

羅 馬 尼 亞 :

[CORNELIU BOGDAN]

FOR THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC:
ЗА ЦЕНТРАЛЬНОАФРИКАНСКУЮ РЕСПУБЛИКУ:
POUR LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:
POR LA REPÚBLICA CENTROAFRICANA:

中 非 共 和 國 :

[R. GUERILLOT]

FOR THE DOMINICAN REPUBLIC:
ЗА ДОМИНИКАНСКУЮ РЕСПУБЛИКУ:
POUR LA REPUBLIQUE DOMINICAINE:
POR LA REPÚBLICA DOMINICANA:

多 明 尼 加 共 和 國

[S. ORTIZ]

FOR SWITZERLAND:
ЗА ШВЕЙЦАРИЮ:
POUR LA SUISSE:
POR SUIZA:

瑞 士 :

[FELIX SCHNYDER]

FOR BELGIUM:
 ЗА БЕЛЬГИЮ:
 POUR LA BELGIQUE:
 POR BÉLGICA:

比利時:

[WALTER LORIDAN]

FOR BURUNDI:
 ЗА БУРУНДИ:
 POUR LE BURUNDI:
 POR BURUNDI:

布隆提:

[NSANZE TÉRENCE]

FOR SWAZILAND:
 ЗА СВАЗИЛЕНДИ:
 POUR LE SWAZILAND:
 POR SWAZILANDIA:

史瓦濟蘭:

[S. T. M. SUKATI]

FOR RWANDA:
 ЗА РУАНДИ:
 POUR LE RWANDA:
 POR RWANDA:

盧安達:

FIDÈLE NKUNDABAGENZI

FOR ITALY:
 ЗА ИТАЛИЮ:
 POUR L'ITALIE:
 POR ITALIA:

義大利:

[EGIDIO ORTONA]

FOR URUGUAY:
ЗА УРУГУАЙ:
POUR L'URUGUAY:
POR EL URUGUAY:

烏拉圭:

[H. LUISI]

FOR BOLIVIA:
ЗА БОЛИБИЮ:
POUR LA BOLIVIE:
POR BOLIVIA:

玻利維亞:

[A. S. DE LOZADA]

FOR BOTSWANA:
ЗА БОТЦТВАИ:
POUR LE BOTSWANA:
POR BOTSWANA:

波札那:

[LINCHWE II]

FOR COLOMBIA:
ЗА КОЛУМБИЮ:
POUR LA COLOMBIE:
POR COLOMBIA:

哥倫比亞:

[D. BOTERO B]

FOR GUINEA:
ЗА ГВИНЕЮ:
POUR LA GUINEE:
POR GUINEA:

幾內亞:

[F. KEITA]

FOR MAURITIUS:
 ЗА МАВРИКІЇ:
 POUR MAURICE:
 POR MAURICIO:

模里西斯:

[PIERRE GUY GIRALD BALANCY]

FOR SOUTH AFRICA:
 ЗА ЮЖНУЮ АФРИКУ:
 POUR L'AFRIQUE DU SUD:
 POR SUDÁFRICA:

南非

[H. L. T. TASWELL]

FOR PANAMA:
 ЗА ПАНАМУ:
 POUR LE PANAMA:
 POR PANAMÁ:

巴拿馬

[J. A. DE LA OSSA]

FOR GREECE:
 ЗА ГРЕЦІЇ:
 POUR LA GRECE:
 POR GRECIA:

希臘

[B. VITSAXIS]
 12 of February 1971

FOR PARAGUAY:
 ЗА ПАРАГВАЇ:
 POUR LE PARAGUAY:
 POR EL PARAGUAY:

巴拉圭

[ROQUE J. ÁVILA]
 23 February 1971

FOR SIERRA LEONE:
 ЗА СЬЕРРА-ЛЕОНЕ:
 POUR LE SIERRA LEONE:
 POR SIERRA LEONA:

獅子山

[JOHN J. AKAR]
 24th February 1971

FOR TURKEY:
 ЗА ТУРЦИЈА:
 POUR LA TURQUIE:
 POR TURQUÍA:

土耳其

[MELIH ESENBEL]
 Feb. 25, 1971

FOR YUGOSLAVIA:
 ЗА ЈУГОСЛАВИЈА:
 POUR LA YUGOSLAVIE:
 POR YUGOSLAVIA:

南斯拉夫

[B. CRNOBRNJA]
 2 of March 1971

FOR SENEGAL:
 ЗА СЕНЕГАЛ:
 POUR LE SENEGAL:
 POR EL SENEGAL:

塞內加爾

[CHEIKH FALL]
 17th of March 1971

FOR DAHOMEY:
 ЗА ДАГОМЕЈУ:
 POUR LE DAHOMEY:
 POR EL DAHOMEY:

達荷美

[WILFRID DE SOUZA]
 le 18 mars 1971

FOR TOGO:
 ЗА ТОГО:
 POUR LE TOGO:
 POR EL TOGO:
 多哥

[Dr. OHIN]
 2 avril 1971

FOR SINGAPORE:
 ЗА СИНГАПОР:
 POUR SINGAPOUR:
 POR SINGAPUR:
 新加坡

[E. S. MONTEIRO]
 May 5, 1971

FOR MALAYSIA:
 ЗА МАЛАЙСКУЮ ФЕДЕРАЦИЮ:
 POUR LA MALAISIE:
 POR MALASIA:
 馬來西亞

[ONG YOKE LIN]
 May 20, 1971

FOR EQUATORIAL GUINEA:
 ЗА ЭКВАТОРИАЛЬНУЮ ГВИНЕЮ:
 POUR LA GUINÉE ÉQUATORIALE:
 POR GUINEA ECUATORIAL:
 赤道幾內亞

[PRIMO JOSÉ ESONO]
 4-6-71¹

¹ 4 June 1971 — 4 juin 1971.

FOR THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:
 ЗА ФЕДЕРАТИВНУЮ РЕПУБЛИКУ ГЕРМАНИИ:
 POUR LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE:
 POR LA REPUBLICA FEDERAL DE ALEMANIA:
 德意志联邦共和国

[HANS HEINRICH NOEBEL]
 8/6 1971¹

FOR BRAZIL:
 ЗА БРАЗИЛИЮ:
 POUR LE BRESIL:
 POR EL BRASIL:

巴西

ad referendum
 [JOÃO AUGUSTO DE ARAUJO CASTRO]
 September 3, 1971

FOR ARGENTINA:
 ЗА АРГЕНТИНУ:
 POUR L'ARGENTINE:
 POR LA ARGENTINA:

阿根廷

[TISCORNIA]
 September 3, 1971

FOR LESOTHO:
 ЗА ЛЕСОТО:
 POUR LE LESOTHO:
 POR LESOTHO:

賴索托

[M. T. MASHOLOGU]
 September 8, 1971

¹ 8 June 1971 — 8 juin 1971.

FOR THE MALAGASY REPUBLIC:
 ЗА МАЛЪТАСИМЪСЪЮ РЕПУБЛИКА:
 POUR LA REPUBLIQUE MALGACHE:
 POR LA REPUBLICA MALGACHE:

馬拉加西共和国

[RAZAFIMBAHINY]
 September 14, 1971

FOR JAMAICA:
 ЗА ЯМАЙКУ:
 POUR LA JAMAIQUE:
 POR JAMAICA:

牙買加

[D. W. COLLINS]
 October 11, 1971

FOR THE GAMBIA:
 ЗА ГАМБИЮ:
 POUR LA GAMBIE:
 POR LA GAMBIA:

冈比亚

[A. D. CAMARA]
 29/10/71

FOR SAUDI ARABIA:
 ЗА САУДОБЪСЪЮ АРАБИЮ:
 POUR L'ARABIE SAOUDITE:
 POR ARABIA SAUDITA:

沙烏地阿拉伯

[IBRAHIM AL-SOWAYEL]
 January 7th 1972

DECLARATIONS MADE
UPON SIGNATUREDÉCLARATIONS FAITES
LORS DE LA SIGNATURE

ARGENTINA

ARGENTINE

*At London, Moscow and Washington:**A Londres, à Moscou et à Washington :*

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

«Al suscribir el Tratado sobre Prohibición de Emplazar Armas Nucleares y Otras Armas de Destrucción en Masa en los Fondos Marinos y Oceánicos y su Subsuelo, el Gobierno de la República Argentina deja expresa constancia que se atiene estrictamente a las declaraciones formuladas por los representantes de la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas, los Estados Unidos de América y la Argentina, en la 492a. Sesión Plenaria de la Conferencia del Comité de Desarme, oportunidad en que se presentó el Tratado en su versión definitiva, a propósito del sentido y alcances del mismo.

«Dijo el representante de la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas, al mencionar el artículo IV del Tratado:

«Como hemos señalado anteriormente, atribuimos gran importancia a este artículo del proyecto de tratado, en el que se examina la relación entre las obligaciones contraídas en virtud del presente Tratado y la posición que adoptan los Estados con respecto a otras convenciones internacionales existentes. Hemos señalado reiteradamente que las disposiciones del Tratado sobre los Fondos Marinos sólo tienen por objeto el cumplimiento de la finalidad que se persigue a este respecto, a saber: impedir que se extienda a los fondos marinos y oceánicos la carrera de armamentos nucleares y de otros tipos de armas de destrucción en masa. Con el Tratado no se aspira a solucionar muchas cuestiones de derecho internacional, comprendido el derecho del mar, a confirmar o rescindir las obligaciones contraídas por los Estados en virtud de otros instrumentos internacionales, ni prejulgar las decisiones que puedan adoptarse a este respecto en lo sucesivo. A nuestro juicio, el artículo IV del proyecto de tratado está plenamente en consonancia con esta finalidad (CCD/PV.492, párrafo 17).»

«Por su parte, el representante de los Estados Unidos de América expresó:

«Se han hecho varios cambios en el artículo III para tener en cuenta las opiniones de algunas delegaciones acerca de los medios para evitar que puedan cuestionarse las diferentes posiciones relativas a los problemas del derecho del mar. A este respecto quiero recalcar una vez más una consideración que ha sido fundamental en estas negociaciones: todas las disposiciones de este Tratado, incluidas las relativas a la verificación por medio de la observación, así como a otras actividades de verificación, tienen por finalidad asegurar que el Tratado cumplirá sus objetivos de limitación de las armas; las disposiciones del Tratado no han sido elaboradas para influir en la solución de ninguno de los problemas pendientes relacionados con el derecho del mar. Aunque los Estados Unidos han adoptado esta posición desde el principio y creían que los proyectos anteriores respondían a esta finalidad, hemos continuado trabajando con otras delegaciones para encontrar fórmulas que todos pudiesen aceptar, fórmulas absolutamente imparciales respecto de estas cuestiones. Creemos que el artículo III tal como está redactado ahora, junto con la cláusula de excepción del artículo IV, que permanece inalterado, debieran disipar cualquier duda en cuanto a la posibilidad de que el Tratado pueda afectar a los problemas del derecho del mar (CCD/PV.492, párrafo 24).»

«A su vez, el representante de la República Argentina expresó:

«Una de las preocupaciones permanentes que orientaron nuestra acción fue la de evitar por todos los medios a nuestro alcance que el proyecto, en virtud de su ámbito de aplicación, pudiese afectar la posición de los diversos Estados en las cuestiones del derecho marítimo internacional y, muy especialmente, en aquellas referentes al mar territorial y la plataforma continental. Dijimos y repetimos enfáticamente que un documento de esta índole no podía ni debía, directa o indirectamente, intentar resolver o siquiera interferir en los complejos problemas atinentes a la Ley del Mar (CCD/PV.445, párrafo 48 y s.s., CCD/PV.454, párrafos 10 y 11, y CCD/PV.475/Add.1, párrafo 16). Por eso, tomamos debidamente nota de las declaraciones hechas por los coautores en el sentido de que no es esa la finalidad del Tratado y que sus prescripciones en manera alguna están destinadas o pretenden menoscabar, reforzar o incidir en las posiciones de los Estados en dichas cuestiones, como tampoco perjudicar o influir en las decisiones que puedan ser tomadas en el futuro a ese respecto o respaldar o revocar obligaciones contraídas o que pudieran contraerse en virtud de instrumentos internacionales. Sobre la base de estas afirmaciones, a las cuales asignamos el valor de un compromiso formal, como también en virtud de las disposiciones del artículo IV — la denominada «Cláusula de Salvaguardia», a cuya letra y espíritu nos atenemos estrictamente — queremos dejar expresa constancia que interpretamos que las referencias a las libertades de la alta mar en modo alguno implican un pronunciamiento respecto de las distintas posiciones en las cuestiones del derecho internacional marítimo. En el mismo orden de ideas, entendemos que la mención de los derechos de exploración y explotación de los Estados ribereños sobre sus plataformas continentales se efectúa exclusivamente en razón de que serían los que podrían ser más frecuentemente afectados por los procedimientos de verificación. En otras palabras, que excluimos desde ya toda posibilidad de que por vía de este documento se consoliden determinadas posiciones en lo concerniente a las plataformas continentales, en detrimento de otras que sustentan criterios diferentes (CCD/PV.492, párrafos 51 y 52).»

«Estas declaraciones constituyen la interpretación auténtica del Tratado y es en ese entendido que el Gobierno de la República Argentina firma el instrumento.»

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

[TRADUCTION — TRANSLATION]

On signing the Treaty on the Prohibition of the Emplacement of Nuclear Weapons and Other Weapons of Mass Destruction on the Sea-bed and the Ocean Floor and in the Subsoil Thereof, the Government of the Argentine Republic expressly states that it adheres strictly to the statements with respect to the meaning and scope of the Treaty made by the representatives of the Union of Soviet Socialist Republics, the United States of America, and Argentina at the 492d Plenary Session of the Conference of the Committee on Disarmament, at which time the definitive version of the Treaty was presented.

En adhérant au Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans, ainsi que dans leur sous-sol, le Gouvernement argentin déclare qu'il s'en tient strictement, pour ce qui est du sens et des fins dudit Traité, aux déclarations faites par les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Argentine, à la 492^e séance plénière de la Conférence du Comité du désarmement, séance au cours de laquelle le Traité a été présenté dans sa version définitive.

¹ Translation supplied by the Government of the United Kingdom.

² Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni.

drafts were responsive to this need, we have continued to work with other delegations to find formulations which all could accept as being entirely neutral on these issues. We believe that article III as now drafted, together with the article IV disclaimer, which remains unchanged, should remove any remaining doubt as to the possibility that the Treaty might affect law-of-the-sea issues.”

The Representative of the Argentine Republic stated:

“One of the constant anxieties which have guided our action has been to avoid, by all the means available to us, the risk that the draft might, by virtue of its sphere of application, affect the position of various States on questions relating to international maritime law and most particularly to the territorial sea and the continental shelf. We have stated, and emphatically repeated, that a document of this nature could not and should not, either directly or indirectly, attempt to solve or even interfere in the complex problems pertaining to the law of the sea (CCD/PV.445, paras. 48 *et seq.*; CCD/PV.454, paras. 10, 11; CCD/PV.475/Add.1, para. 16). For that reason we have taken due note of the statements made by the co-sponsors of the draft that this is not the aim of the Treaty and that its provisions are in no way designed to, nor do they seek to, undermine, strengthen, or affect the positions of States, or to prejudice or influence future decisions on those questions, or to confirm or annul existing or future obligations assumed under international instruments. On the basis of those assertions, to which we attach the value of a formal commitment or undertaking, and by virtue of the provisions of article IV — the so-called disclaimer clause — by whose letter and spirit we abide strictly, we wish expressly to record the view that we interpret the references to the freedoms of the high seas as in no way implying a pro-

pris position dans ce sens dès le début et ils estimaient que les projets précédents répondaient bien à cette fin; ils ont cependant continué à rechercher avec d'autres délégations des formules acceptables pour tous, qui soient absolument neutres sur ces problèmes. Nous estimons que l'article III, tel qu'il est rédigé maintenant, avec la clause de sauvegarde énoncée à l'article IV, qui demeure inchangée, devrait dissiper tout doute qui pourrait subsister quant au risque que le Traité n'affecte la solution des problèmes intéressant le droit de la mer. (CCD/PV.492, par. 24.)»

A son tour, le représentant de la République argentine a déclaré ce qui suit :

«Une des préoccupations constantes qui ont guidé notre action a été d'éviter, par tous les moyens dont nous disposons, que le projet ne puisse, en raison de son champ d'application, porter préjudice à la position des divers Etats par rapport aux problèmes afférents au droit maritime international et, plus particulièrement, aux eaux territoriales et au plateau continental. Nous avons dit et répété avec insistance qu'un document de cette nature ne pouvait et ne devait, ni directement ni indirectement, chercher à résoudre ni même à aborder les délicats problèmes du droit de la mer (CCD/PV.445, par. 48 et s.; CCD/PV.454, par. 10 et 11; CCD/PV.475/Add.1, par. 16.) C'est la raison pour laquelle nous prenons bonne note des déclarations faites par les coauteurs du projet, qui nous ont dit que tel n'est pas le but du Traité et que ses dispositions ne visent en aucune manière à affaiblir, à renforcer ou à mettre en cause les positions des Etats sur ces problèmes, ni à porter préjudice aux décisions qui pourraient être prises à l'avenir dans ce domaine ou à influencer sur celles-ci, ni à confirmer ou informer les obligations assumées ou qui pourraient l'être en vertu d'autres instruments internationaux. Sur la base de ces affirmations auxquelles nous attribuons le caractère d'un engagement formel, comme en vertu des dispositions de l'article IV — encore appelé «clause de sauvegarde», dont nous respectons

With respect to article IV, the Representative of the Union of Soviet Socialist Republics stated:

“As we have said before, we attach great importance to this article of the draft Treaty, which concerns the problem of the relationship between the obligations assumed under the present Treaty and the positions of States with respect to other existing international conventions. We have repeatedly stressed that the provisions of the Sea-bed Treaty are designed solely to accomplish the purpose that the Treaty is designed to serve — namely, to prevent the extension of the race in nuclear and other weapons of mass destruction to the sea-bed. The Treaty is not intended to solve numerous questions of international law, including the law of the sea, to confirm or annul obligations assumed by States under other international agreements, or to prejudge possible future solutions in that sphere. In our view article IV of the draft Treaty fully serves that end.”

The Representative of the United States of America stated:

“A number of changes have been made in article III in order to take into account the views of certain delegations concerning means of avoiding any implication of prejudice to differing positions on law-of-the-sea issues. In that connection I want to emphasize again a point which has been fundamental to these negotiations: all the provisions of this Treaty, including those relating to verification through observation as well as other verification activities, are designed to ensure that the Treaty will accomplish its arms-limitation purposes; the provisions of the Treaty are not intended to affect any of the various outstanding problems regarding the law of the sea. While the United States has taken this position from the very beginning and has felt that previous

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré, à propos de l'article IV du Traité :

«Comme nous l'avons déjà souligné précédemment, nous attachons une grande importance à cet article du Traité qui touche au problème de la relation existant entre les obligations assumées en vertu de ce Traité et la position des Etats à l'égard d'autres conventions internationales existantes. Nous avons déjà insisté à plusieurs reprises sur le fait que les dispositions du Traité concernant les fonds marins visent à répondre uniquement à l'objectif de ce Traité, qui est de prévenir l'extension au fond des mers de la course aux armements nucléaires et aux autres types d'armes de destruction massive. Le Traité n'est pas appelé à résoudre les multiples problèmes du droit international, y compris le droit international maritime, ou à confirmer ou annuler les obligations assumées par les Etats en vertu d'autres accords internationaux, ni à préjuger les solutions qui pourraient intervenir ultérieurement dans ce domaine. L'article IV du projet de Traité répond pleinement, à notre avis, à cette condition. (CCD/PV.492, par. 17.)»

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique, pour sa part, a déclaré :

«Divers changements ont été apportés à l'article III afin de tenir compte des vues de certaines délégations sur les moyens propres à éviter de mettre en cause les différentes prises de position à l'égard des problèmes du droit de la mer. A ce propos, je tiens à souligner une fois de plus une considération qui s'est révélée fondamentale dans le cadre de ces négociations : toutes les dispositions de ce Traité, y compris celles qui ont trait à la vérification par observation ainsi qu'aux autres activités de vérification, ont été conçues en sorte que le Traité réponde bien à ses objectifs de limitation des armements; ses dispositions ne sont censées influencer sur la solution d'aucun des problèmes en suspens intéressant le droit de la mer. Les Etats-Unis ont du reste

nouncement or judgement on the different positions relating to questions connected with international maritime law. In the same context, we understand that the reference to the rights of exploration and exploitation by coastal States over their continental shelves is included solely because those could be the rights most frequently affected by verification procedures. In other words, we preclude henceforward any possibility of strengthening, through this document, certain positions concerning continental shelves to the detriment of others based on different criteria.”

These statements constitute the true interpretation of the Treaty, and it is with that understanding that the Government of the Argentine Republic signs the instrument.

BRAZIL

At London, Moscow and Washington:

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

«Nada no presente Tratado será interpretado como prejudicando de qualquer forma os direitos soberanos do Brasil na área do mar, do fundo do mar e de seu subsolo adjacente às suas costas. No entendimento do Governo brasileiro, a palavra «observação», tal como consta do parágrafo 1 do artigo III do Tratado, refere-se apenas à observação incidente ao curso normal da navegação de acordo com o direito internacional.»

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

Nothing in the Treaty shall be interpreted as prejudicing in any way the sovereign rights of Brazil in the area of the sea, the sea-bed and the subsoil thereof adjacent to its coast. It is the understanding of the Brazilian Government that the word “observation”, as it appears in paragraph 1 of article III of the Treaty, refers only to observation that is incidental to the normal course of navigation in accordance with International Law.

¹ Translation supplied by the Government of the United Kingdom.

² Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni.

strictement la lettre et l'esprit — nous tenons à déclarer expressément que nous interprétons la mention des libertés de la haute mer comme ne préjugant en aucune manière les différentes positions relatives aux questions qui relèvent du droit maritime international. Dans le même ordre d'idées, nous estimons que si les droits des Etats riverains à explorer et à exploiter leur plateau continental sont expressément mentionnés dans ce texte, c'est uniquement parce que ce sont ces droits-là qui seraient le plus souvent touchés par les procédures de vérification. En d'autres termes, nous écartons d'ores et déjà toute possibilité de voir renforcer, à l'aide de ce document, certaines positions concernant les plateaux continentaux, au détriment d'autres fondées sur des critères différents (CCD/PV.492, par. 51 et 52.)»

Ces déclarations constituent l'interprétation exacte du Traité et c'est sous le bénéfice de cette interprétation que le Gouvernement de la République Argentine signe l'instrument.

BRÉSIL

A Londres, à Moscou et à Washington :

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Aucune disposition du présent Traité ne pourra être interprétée comme portant atteinte, de quelque façon que ce soit, aux droits souverains du Brésil sur les eaux, le fond de la mer et son sous-sol contigus à ses côtes. Pour le Gouvernement brésilien, le mot «observation», tel qu'il apparaît au paragraphe 1 de l'article III du Traité, désigne uniquement une observation qui résulte du déroulement normal de la navigation, conformément au droit international.

FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
D'ALLEMAGNE*At London and Washington:**A Londres et à Washington :*

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

„Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland erklärt aus Anlass und in förmlicher Verbindung mit ihrer heutigen Unterzeichnung des Vertrages über das Verbot der Anbringung von Kernwaffen und anderen Massenvernichtungswaffen auf dem Meeresboden und im Meeresuntergrund vom 11. Februar 1971 der Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland, dass

- „ — mit Unterzeichnung dieses Vertrages keine völkerrechtliche Anerkennung der DDR verbunden ist;
- „ — für die Bundesrepublik Deutschland daher auch im Rahmen dieses Vertrages keine völkerrechtlichen Beziehungen zur DDR entstehen.“

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

[TRADUCTION — TRANSLATION]

The Government of the Federal Republic of Germany, on the occasion of and in formal connexion with its signature today of the Treaty of 11 February 1971 on the Prohibition of the Emplacement of Nuclear Weapons and other Weapons of Mass Destruction on the Sea-bed and the Ocean Floor and in the Subsoil thereof, declares to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland that

- signature of this Treaty does not imply recognition of the GDR under international law;
- therefore, no relations under international law with the GDR shall arise out of this Treaty for the Federal Republic of Germany.

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, en signant ce jour le Traité du 11 février 1971 interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans, ainsi que dans leur sous-sol, déclare au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord que :

- La signature de ce Traité n'implique pas la reconnaissance de la RDA en vertu du droit international;
- La République fédérale d'Allemagne n'établira donc pas de relations en vertu du droit international avec la RDA du fait de ce Traité.

¹ Translation supplied by the Government of the Federal Republic of Germany.

² Traduction fournie par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

ITALY

At London, Moscow and Washington:

ITALIE

A Londres, à Moscou et à Washington :

[ITALIAN TEXT — TEXTE ITALIEN]

«Il Governo italiano auspica naturalmente che, come previsto dall'articolo V del Trattato, possano essere continuati in buona fede i negoziati concernente ulteriori misure nel campo del disarmo per la prevenzione di una corsa agli armamenti sul fondo marino ed oceanico e relativo sottosuolo. Esso ritiene che, per gli eventuali accordi su tali ulteriori misure, la questione della delimitazione della zona entro cui queste andrebbero applicate dovrà essere di volta in volta esaminata e risolta in relazione alla natura delle misure da adottare.»

[TRANSLATION]

“The Italian Government naturally hopes that, as provided in article V of the Treaty, negotiations may be continued in good faith on further measures in the field of disarmament for the prevention of an arms race on the sea-bed and the ocean floor and in the subsoil thereof. It considers that, in the case of future agreements on such further measures, the question of delimitation of the area within which they would be applied will have to be examined from time to time and settled in terms of the nature of the measures to be adopted.”

[TRADUCTION]

«Le Gouvernement italien espère naturellement que, comme il est prévu à l'article V du Traité, il sera possible de poursuivre des négociations de bonne foi sur de nouvelles mesures en matière de désarmement afin de prévenir une course aux armements sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol. Il pense que, au cas où de nouvelles mesures seraient décidées à l'avenir, la question de la délimitation des zones d'application de ces mesures devra être examinée et résolue dans chaque cas suivant la nature des mesures envisagées.»

REPUBLIC OF KOREA

At London and Washington:

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

A Londres et à Washington :

[TRADUCTION — TRANSLATION]

“The signing by the Government of the Republic of Korea of the present Treaty does not in any way mean or imply the recognition of any territory or régime which has not been recognized by the Government of the Republic of Korea as a State or Government.”

La signature du Traité par le Gouvernement de la République de Corée ne peut en aucune manière signifier ou impliquer que ce Gouvernement reconnaît comme Etat ou gouvernement les territoires ou les régimes qu'il n'a pas reconnus.

ROMANIA

At London:

On 1 June 1971 Romania made the following statement:

“The Government of the Socialist Republic of Romania considers that the signing of the Treaty on the Prohibition of the Emplacement of Nuclear Weapons and Other Weapons of Mass Destruction on the Sea-bed and the Ocean Floor and the Subsoil thereof, signed in London, on the 11th of February, 1971, by the ‘Republic of Korea’ is an illegal act, as the authorities of South Korea cannot in any case act in the name of Korea.”

UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS

At London:

On 2 July 1971 the Union of Soviet Socialist Republics made the following statement:

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

«Среди подписавших в Лондоне указанный Договор значителен представитель южнокорейского режима. В связи с этим Посольство СССР считает необходимым заявить, что Советский Союз не признает имеющим законную силу подписание Договора южнокорейскими властями, так как эти власти не имеют никакого права выступать от имени Кореи.»

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

Amongst the signatories in London of the above Treaty was the Representative of the South Korean régime. In connection with this, the Embassy of the Union of Soviet Socialist Republics considers it necessary to make clear that the Soviet Union does not recognize the signature to the Treaty of the South Korean authorities as having legal force, as these authorities have no right to speak in the name of Korea.

¹ Translation supplied by the Government of the United Kingdom.

² Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume Uni.

ROUMANIE

A Londres :

Le 1^{er} juin 1971, la Roumanie a fait la déclaration suivante :

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie considère que la signature du Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans, ainsi que dans leur sous-sol, signé le 11 février 1971 à Londres, par la «République de Corée» est un acte illégal, car les autorités de la Corée du Sud ne peuvent en aucun cas agir au nom de la Corée.

UNION DES RÉPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

A Londres :

Le 2 juillet 1971, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait la déclaration suivante :

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Le représentant du régime sud-coréen figurait parmi les représentants qui ont signé le Traité à Londres. A ce propos, l'Ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques juge nécessaire d'affirmer que pour l'Union soviétique la signature du Traité par les autorités sud-coréennes n'a aucune valeur légale, car ces autorités n'ont pas le droit de parler au nom de la Corée.

UNITED KINGDOM

ROYAUME-UNI

At London:

On 18 February 1971 the United Kingdom made the following statement:

“The Government of the United Kingdom wish in this connexion to recall their view that if a régime is not recognized as the Government of a State, neither signature nor the deposit of any instrument by it, nor notification of any of those acts, will bring about recognition of that régime by any other State.”

DECLARATIONS MADE UPON RATIFICATION OR ACCESSION (a)

CANADA¹

At London, Moscow and Washington:

“(i) In the view of the Canadian Government, the provisions of article I, para-

¹ In a note to the Canadian Embassy dated 31 October 1972, the Government of the United States of America stated the following:

“It is the understanding of the Government of the United States that the declaration of the Government of Canada . . . is based on the premise that the Treaty does not affect the rights of States under existing international law with respect to activities not prohibited by the Treaty. The Government of the United States concurs in this premise and takes the view that any and all rights existing under international law prior to the conclusion of the Treaty and not falling within its prohibitions remain unaffected. Note is taken of the fifth preambular paragraph of the Treaty, which reads as follows:

“‘Convinced that this Treaty will further the purposes and principles of the Charter of the United Nations, in a manner consistent with the principles of international law and without infringing the freedom of the high seas, . . .”

A Londres :

Le 18 février 1971, le Royaume-Uni a fait la déclaration suivante :

Le Gouvernement du Royaume-Uni souhaite, à cet égard, rappeler sa position, à savoir que si un régime n'est pas reconnu comme le gouvernement d'un Etat, ni la signature, ni le dépôt d'instruments, ni la notification de ces actes par ledit régime n'entraînera sa reconnaissance par tout autre Etat.

DÉCLARATIONS FAITES LORS DE LA RATIFICATION OU DE L'ADHÉSION (a)

CANADA¹

A Londres, à Moscou et à Washington :

i) De l'avis du Gouvernement canadien, les dispositions du paragraphe 1 de

¹ Par une note adressée à l'Ambassade du Canada en date du 31 octobre 1972, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a fait la déclaration suivante :

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique comprend que la position du Gouvernement canadien est fondée sur le principe que le Traité ne porte pas atteinte aux droits que le droit international en vigueur reconnaît aux Etats pour ce qui est des activités qui ne sont pas interdites par le Traité. Le Gouvernement des Etats-Unis est du même avis, et considère que tous les droits existant en vertu du droit international avant la conclusion du Traité et qui ne vont pas à l'encontre de ses dispositions sont inchangés. Le Gouvernement des Etats-Unis prend note du cinquième alinéa du Préambule du Traité, dont le texte est le suivant :

«Convaincus que le présent Traité servira les buts et principes de la Charte des Nations Unies d'une manière compatible avec les principes du droit international et sans porter atteinte aux libertés de la haute mer, . . .»

graph 1, cannot be interpreted as indicating that any state has a right to implant or emplace any weapons not prohibited under article I, paragraph 1, on the sea-bed and ocean floor, and in the subsoil thereof, beyond the limits of national jurisdiction, or as constituting any limitation on the principle that this area of the sea-bed and ocean floor and the subsoil thereof shall be reserved for exclusively peaceful purposes.

“(ii) In the view of the Canadian Government, the provisions of articles I, II and III cannot be interpreted as indicating that any state but the coastal state has any right to implant or emplace any weapon not prohibited under article I, paragraph 1, on the continental shelf, or the subsoil thereof, appertaining to that coastal state, beyond the outer limit of the sea-bed zone referred to in article I and defined in article II.

“(iii) In the view of the Canadian Government, the provisions of article III cannot be interpreted as indicating any restrictions or limitation upon the rights of the coastal state, consistent with its exclusive sovereign rights with respect to the continental shelf, to verify, inspect or effect the removal of any weapon, structure, installation, facility or device implanted or emplaced on the continental shelf, or the subsoil thereof, appertaining to that coastal state, beyond the outer limit of the sea-bed zone referred to in article I and defined in article II.”

INDIA (a)¹

At London, Moscow and Washington:

“In accordance with its basic position — which is shared by a vast majority of States

¹ In a note to the Indian Embassy dated 4 October 1973, the Government of the United States of America stated the following:

(Continued on page 191)

l'article premier ne peuvent pas être interprétées comme signifiant qu'un Etat a le droit d'installer ou de placer des armes qui ne sont pas interdites par le paragraphe 1 de l'article premier sur le fond des mers et des océans, ainsi que dans leur sous-sol, au-delà de la limite de la juridiction nationale, ou comme constituant une limitation au principe que le fond des mers et des océans, ainsi que leur sous-sol, situés en dessous de cette zone doivent être réservés exclusivement à des utilisations pacifiques.

ii) De l'avis du Gouvernement canadien, les dispositions des articles I, II et III ne peuvent être interprétées comme signifiant qu'un Etat autre qu'un Etat côtier a le droit d'installer ou de placer des armes qui ne sont pas interdites par le paragraphe 1 de l'article premier sur le plateau continental, ou dans son sous-sol, appartenant audit Etat côtier, au-delà de la limite extérieure de la zone du fond des mers qui est mentionnée à l'article premier et définie à l'article II.

iii) De l'avis du Gouvernement canadien, les dispositions de l'article III ne peuvent être interprétées comme restreignant ou limitant les droits de l'Etat côtier, compatibles avec ses droits souverains exclusifs sur le plateau continental, de vérifier, d'inspecter ou d'enlever les armes, constructions, installations, aménagements ou dispositifs installés ou placés sur le plateau continental, ou dans son sous-sol, appartenant audit Etat côtier, au-delà de la limite extérieure de la zone du fond des mers mentionnée à l'article premier et définie à l'article II.

INDE (a)¹

A Londres, à Moscou et à Washington :

Conformément à sa position fondamentale — qui est celle de la grande majorité

¹ Par une note adressée à l'Ambassade de l'Inde en date du 4 octobre 1973, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a fait la déclaration suivante :

(Suite à la page 191)

[TRADUCTION — TRANSLATION]

— that the exploration and exploitation of the sea-bed should be reserved for peaceful purposes and that serious efforts should be made to prevent an arms race on the sea-bed, the Government of India has supported the Treaty on the Prohibition of the Emplacement of Nuclear Weapons and Other Weapons of Mass Destruction on the Sea-bed and Ocean Floor and in the Subsoil thereof. The disclaimer clause contained in article IV of the Sea-bed Treaty ensures that the position of any State Party on questions

des Etats — à savoir que l'exploration et l'exploitation du fond des mers ne devraient servir que des fins pacifiques et que des efforts sérieux devraient être faits pour empêcher une course aux armements sur le fond des mers, le Gouvernement indien est en faveur du Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans, ainsi que dans leur sous-sol. La clause de sauvegarde contenue dans l'article IV du Traité garantit qu'il ne sera porté

(Footnote 1 continued from page 190)

(Suite de la note 1 de la page 190)

[TRADUCTION — TRANSLATION]

“It is the understanding of the Government of the United States of America that the position of the Government of India . . . is based on the premise that the Treaty does not affect the rights of States under existing international law with respect to activities not prohibited by the Treaty. The Government of the United States concurs in this premise and takes the view that any and all rights existing under international law prior to the conclusion of the Treaty and not falling within its prohibitions remain unaffected. Note is taken of the fifth preambular paragraph of the Treaty, which reads as follows:

“‘Convinced that this Treaty will further the purposes and principles of the Charter of the United Nations, in a manner consistent with the principles of international law and without infringing the freedoms of the high seas, ...’

“In addition, the Government of the United States wishes to state its view that under existing international law the rights of coastal States over their continental shelves are exclusive only for purposes of exploration and exploitation of natural resources, and are otherwise limited by the 1958 Convention on the Continental Shelf and other principles of international law.”

In a note dated 30 January 1974, the Government of India reiterated its position as stated at the time of accession:

“The position of the Government of India regarding the nature of rights enjoyed by a coastal State on and in relation to its continental shelf has already been explained in its statement of 20 July 1973. In the view of the Government of India, the position expressed in that statement conforms to international law. It is, therefore, the belief of the Government of India that no other State can use the continental shelf of a coastal State for military purposes or in any other manner as might affect the security or sovereign rights of the coastal State on its continental shelf and its resources.”

Subsequently, in a note dated 7 June 1974, the Government of the United States of America restated its views on the subject.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique comprend que la position du Gouvernement indien est fondée sur le principe que le Traité ne porte pas atteinte aux droits que le droit international en vigueur reconnaît aux Etats pour ce qui est des activités qui ne sont pas interdites par le Traité. Le Gouvernement des Etats-Unis est du même avis et considère que tous les droits existant en vertu du droit international avant la conclusion du Traité et qui ne vont pas à l'encontre de ses dispositions sont inchangés. Le Gouvernement des Etats-Unis prend note du cinquième alinéa du Préambule du Traité, dont le texte est le suivant :

«Convaincus que le présent Traité servira les buts et principes de la Charte des Nations Unies d'une manière compatible avec les principes du droit international et sans porter atteinte aux libertés de la haute mer, ...»

En outre, le Gouvernement des Etats-Unis est d'avis qu'en vertu du droit international en vigueur les droits des Etats côtiers sur leur plateau continental ne sont exclusifs qu'aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles et sont, à toutes autres fins, limités par la Convention de 1958 sur le plateau continental et par d'autres principes du droit international.

Par une note en date du 30 janvier 1974, le Gouvernement indien a réitéré la position qu'il avait prise lors de l'adhésion :

[TRADUCTION—TRANSLATION]

La position du Gouvernement indien sur la nature des droits dont jouit un Etat côtier sur son plateau continental et relativement à celui-ci a déjà été exposée dans la déclaration du 20 juillet 1973. De l'avis du Gouvernement indien, cette position est conforme au droit international. L'opinion du Gouvernement indien est donc qu'aucun autre Etat ne peut utiliser le plateau continental d'un Etat côtier à des fins militaires ou d'une façon qui risque de porter atteinte à la sécurité de cet Etat ou aux droits souverains qu'il a sur son plateau continental et les ressources de celui-ci.

Par la suite, dans une note en date du 7 juin 1974, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que son opinion à ce sujet restait inchangée.

related to the law of the sea is not affected in any way. It is important that nothing should be done through a sea-bed treaty in the field of disarmament which would prejudice or prejudge questions in regard to the law of the sea, nor should such a treaty affect adversely in any way the rights of coastal States on their continental shelves. As a coastal State, India has, and always has had, full and exclusive sovereign rights over the continental shelf adjoining its territory and beyond its territorial waters and the subsoil thereof. It is the considered view of India that other countries cannot use its continental shelf for military purposes. There cannot, therefore, be any restriction on, or limitation of, the sovereign right of India as a coastal State to verify, inspect, remove or destroy any weapon, device, structure, installation or facility, which might be emplaced or emplaced on or beneath its continental shelf by any other country, or to take such other steps as may be considered necessary to safeguard its security.

“The accession by the Government of India to the Sea-bed Treaty is based on this position.”

IRAQ

At Moscow:

“Entry into the above Treaty by the Republic of Iraq shall, however, in no way signify recognition of Israel or be conducive to entry into any relations with it.”

ITALY

At Moscow and Washington:

[*Confirming the declaration made upon signature. For the text of the declaration, see p. 187 of this volume.*]

atteinte à la position d'aucun Etat partie touchant les questions relatives au droit de la mer. Il est important qu'un Traité portant sur le fond des mers dans le domaine du désarmement ne préjuge pas des questions relatives au droit de la mer et ne porte atteinte en aucune façon au droit des Etats côtiers sur leur plateau continental. En tant qu'Etat côtier l'Inde a, et a toujours eu, des droits entiers et exclusifs de souveraineté sur le plateau continental contigu à son territoire et situé au-delà de ses eaux territoriales, ainsi que sur le sous-sol de ce plateau. Tout bien considéré, l'Inde ne peut accepter que d'autres pays utilisent son plateau continental à des fins militaires. Il ne peut donc y avoir aucune restriction ni limitation au droit souverain de l'Inde, en tant qu'Etat côtier, de vérifier, d'inspecter, d'enlever ou de détruire les armes, dispositifs, constructions, installations ou aménagements qui peuvent être installés ou placés sur son plateau continental, ou dans le sous-sol de ce plateau, par tout autre pays, ni de prendre toutes autres mesures qu'elle jugerait nécessaires à sa sécurité.

Le Gouvernement indien adhère au Traité à ces conditions.

IRAK

A Moscou :

[TRADUCTION — TRANSLATION]

L'adhésion de la République d'Irak au Traité ci-dessus ne signifie, toutefois, en aucune façon que l'Irak reconnaît Israël ou qu'il ait l'intention d'établir des relations avec lui.

ITALIE

A Moscou et à Washington :

[*Confirmation de la déclaration faite lors de la signature. Pour le texte de la déclaration, voir p. 187 du présent volume.*]

ROMANIA

At Washington:

“The Government of the Socialist Republic of Romania considers null and void the ratification — in Washington — by the so-called Chiang Kai-shek authorities of the Treaty on the Prohibition of the Emplacement of Nuclear Weapons and Other Weapons of Mass Destruction on the Sea-bed and Ocean Floor and in the Subsoil Thereof, opened for signature in Washington, London and Moscow on February the 11th, 1971, in so far as the only Government having the right to assume obligations on behalf of China and to represent her on international relations is the Government of the People’s Republic of China.”

YUGOSLAVIA

At Moscow and Washington:

“In view of the Government of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia, article 3, paragraph 1, should be interpreted to the effect that a state exercising the right under this article shall be obliged to notify in advance the coastal state, in so far as its observations are to be carried out within the stretch of the sea extending above the continental shelf of the said state.”

ROUMANIE

A Washington :

[TRADUCTION — TRANSLATION]

Le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie juge nulle ou non avenue la ratification, à Washington, par le soi-disant Gouvernement de Tchong Kai-Chek du Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d’autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans, ainsi que dans leur sous-sol, ouvert à la signature à Washington, Londres et Moscou le 11 février 1971, car le seul Gouvernement ayant le droit d’assumer des obligations au nom de la Chine et de la représenter dans les relations internationales est le Gouvernement de la République populaire de Chine.

YUGOSLAVIE

A Moscou et à Washington :

[TRADUCTION — TRANSLATION]

De l’avis du Gouvernement de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, le paragraphe 1 de l’article 3 doit être interprété dans le sens qu’un Etat qui exerce ses droits en vertu de cet article est obligé d’en informer à l’avance l’Etat côtier, dans la mesure où ses observations seront faites dans la portion de mer s’étendant au-dessus du plateau continental dudit Etat.